

Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger
Band: 48 (2021)
Heft: 3

Artikel: Et pourtant, ils parlent
Autor: Wenger, Susanne
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1052022>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 22.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Et pourtant, ils parlent

Des forces parlementaires ont voulu interdire à la Task Force scientifique, qui conseille le gouvernement suisse en ces temps de pandémie, de s'exprimer en public. Elles n'y sont pas parvenues. Néanmoins, la clause «muselière» proposée a suscité un tollé. Les relations entre scientifiques et politiques sont restées délicates.

SUSANNE WENGER

«Et pourtant, elle tourne!»: voici ce qu'aurait répondu le savant Galilée au XVII^e siècle à l'Inquisition du Vatican quand celle-ci l'obligea à abjurer ses découvertes. Le savant avait compris que la terre tournait autour du soleil, ce qui contredisait la vision pontificale du monde. On pourrait dire, en référence à l'opiniâtreté scientifique de Galilée: et pourtant, ils parlent! «Ils», ce sont les chercheurs de la Task Force qui conseillent le gouvernement suisse en ces temps de pandémie. Tirée par les cheveux, la comparaison avec Galilée? Peut-être. Mais des commentateurs suisses l'ont récemment osée, en se demandant si le Parlement voulait vraiment revenir au Moyen Âge.

Tout cela trouve sa source dans la volonté qu'ont eue certains parlementaires de réduire la Task Force au silence. Au printemps, avant les délibérations relatives à la loi Covid-19, la puissante Commission de l'économie du Conseil national a en effet exigé que la Task Force n'ait plus le droit de s'exprimer publiquement sur les mesures liées au coronavirus du Conseil fédéral et soit désormais contrainte de prodiguer ses conseils dans l'ombre. Et même si, après les vives critiques rencontrées, la commission a édulcoré son projet et le Conseil national l'a finalement rejeté par 116 voix contre 78, l'article «muselière» a fait date.

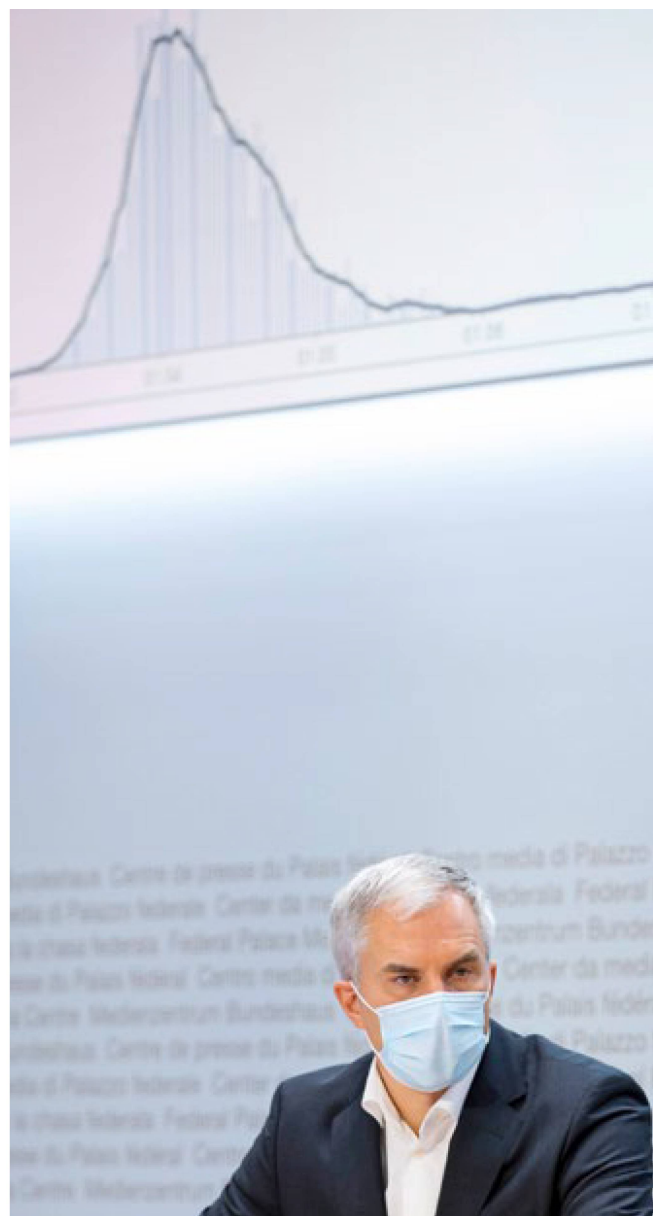
Défiance dans la capitale

La Task Force Covid-19 regroupe près de 70 experts issus de hautes écoles et instituts de recherche suisses renommés. Plusieurs orientations y sont représentées, de l'épidémiologie à l'économie en passant par l'éthique. Cette instance bénévole publie régulièrement des «policy briefs» dans lesquels elle évalue la situation à l'aide de données et de modélisations. Ces publications reflètent l'évaluation de

la science. Les membres de la Task Force se sont exprimés lors des conférences de presse de l'Office fédéral de la santé publique, mais aussi dans des interviews et sur les réseaux sociaux. Le mandat qui lie les chercheurs à la Confédération les y autorise. Il s'agit d'un exercice d'équilibre qui ne réussit pas à tous de la même façon.

Soudain placés sous le feu des projecteurs, certains ont fait preuve de zèle et donné libre cours à leur frustration quand la politique ne suivait pas leurs recommandations. Cela avait suscité des critiques avant même le projet de «muselière». La Task Force s'est vu reprocher de répandre des idées alarmistes, de faire pression sur les autorités et de ne pas parler d'une voix unanime. La défiance envers certaines parties de la Berne fédérale a éclaté quand la Task Force a mis en garde contre une troisième vague, alors que des partis de droite voulaient inciter le Conseil fédéral à assouplir les mesures liées à la pandémie. Au cours des débats qui ont suivi, c'est surtout sur le manque de cohésion des chercheurs qu'ont insisté l'UDC, le PLR et Le Centre. «Les déclarations

La courbe du nombre de cas et la sobriété du scientifique: Martin Ackermann, microbiologiste et chef de la Task Force, a conservé son calme même dans le tumulte des débats liés au projet de «muselière». Photo Keystone





Regula Rytz, conseillère nationale: «Il s'agit d'une tentative de bâillonner la science, porteuse de mauvaises nouvelles.»

contradictoires de la Task Force ont plus troublé la population qu'elles ne l'ont aidée», a déclaré le conseiller national lucernois du Centre Leo Müller. En période de crise, soulignait-il, on a besoin de clarté et de règles de communication.

Liberté d'expression pour les chercheurs

Le PS, les Verts, les Vert'libéraux et une partie de la droite et du centre droit ont en revanche défendu la liberté d'expression des chercheurs. La Bernoise Regula Rytz, membre des Verts, a dénoncé «la tentative de bâillonner la science, porteuse de mauvaises nouvelles». Une démocratie éclairée et libérale perd toute crédibilité, a-t-elle souligné, si elle tient la recherche en laisse. Les médias aussi, parlant de «scandale», ont estimé qu'une ligne rouge avait été franchie. Restreindre la liberté d'expression de la science nuit à la société, écrivait la «Neue Zürcher Zeitung», en soulignant qu'il est nécessaire que les chercheurs fassent part publiquement de leurs recommandations sur la pandémie pour que les citoyens puissent se faire leur propre opinion et juger des décisions politiques.

Pendant la controverse, la Task Force a gardé son sang-froid. Son chef Martin Ackermann, professeur en microbiologie à l'École polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ), avait déjà suscité l'étonnement par son calme auparavant. La Task Force, a-t-il précisé, ne dit pas à la politique ce qu'elle doit faire. Elle propose des options d'action «qu'on sait efficaces pour éviter les contaminations». Les informations et déclarations de la Task Force aident aussi les cantons, les associations, les entreprises et la population à s'orienter. À propos du reproche d'alarmisme, Martin Ackermann a déclaré que la finalité des scénarios esquissés est précisément d'éviter que ceux-ci ne se produisent.

Tomber dans l'oreille d'un sourd

Même si le projet de «muselière» a finalement été abandonné, les conseillers n'ont pas été très écoutés par la suite. En dépit de leurs analyses incitant à la prudence, le Conseil fédéral a annoncé de larges assouplissements en avril. Et le débat sur la mesure dans laquelle la science doit participer à la politique continue. Il concerne la pandémie de coronavirus, mais aussi le changement climatique et les questions environnementales. Ainsi, à la veille de la votation actuelle sur l'initiative pour une eau potable, des divergences sont apparues entre le Conseil fédéral et des experts en eau de

l'EPFZ qui ont mis en évidence la problématique des pesticides. Servan Grüniger en est convaincu: «Une politique axée sur les solutions doit tenir compte des faits scientifiques». Ce biostatisticien de l'université de Zurich est président de «Reatch», une organisation qui souhaite rapprocher la science, la politique et la société. Pour que l'interaction soit possible, la science comme la politique doivent cependant faire des efforts.

Pour Servan Grüniger, membre du PDC, bon nombre de chercheurs ont une vision naïve de la politique: «Ils pensent que leurs découvertes déboucheront automatiquement sur les bonnes décisions politiques.» Certains ont trop peu conscience du fait que les décideurs politiques doivent prendre en compte non seulement l'évidence scientifique, mais aussi des aspects économiques ou sociaux. Souvent, ils ne savent pas non plus comment se faire entendre efficacement sur le plan politique. De leur côté, les politiciens sont prompts à voir les déclarations des chercheurs sur des thèmes politiques comme de l'usurpation ou de l'ingérence. Ils n'écourent la science que tant que celle-ci conforte leur propre point de vue.

Le dialogue au lieu du bâillon

Un projet nommé «Franxini» entend favoriser la compréhension mutuelle. Il a été lancé par des chercheurs et des politiciens de tous bords en réaction à la controverse de la «muselière» relative à la loi Covid-19. Le nom du projet fait référence à Stefano Franscini, fils de paysans pauvres du Tessin, qui a reconnu très tôt l'importance de la formation. Élu en 1848 au Conseil fédéral, ce libéral a fondé l'EPF et bâti le socle de l'Office fédéral de la statistique. Il s'agit de préparer les chercheurs à la politique, déclare Servan Grüniger, dont l'organisation «Reatch» est derrière l'initiative. Ainsi, il est par exemple prévu que les scientifiques apprennent à connaître le système politique suisse dans des cours intensifs.

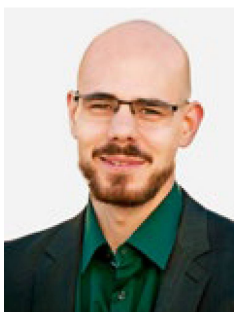
Cela portera-t-il ses fruits? Visiblement, c'est déjà le cas pour l'épidémiologiste genevois Marcel Salathé. L'an dernier, il avait rué dans les brancards de la politique avant de quitter la Task Force. Aujourd'hui, il soutient le projet Franxini et concocte un manuel de 900 pages sur la politique suisse. «Veuillez lire le mode d'emploi», a-t-il écrit de manière ironique sur Twitter.

Cet article reflète la situation au 1^{er} mai 2021.

Site web de la Task Force scientifique suisse Covid-19: www.sciencetaskforce.ch



Leo Müller, conseiller national: «Les déclarations contradictoires de la Task Force ont plus troublé la population qu'elles ne l'ont aidée.»



Servan Grüniger, biostatisticien: «Bon nombre de chercheurs pensent que leurs découvertes déboucheront automatiquement sur les bonnes décisions politiques.»